



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 13 février 2019 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Mathias Gillmann, porte-parole par intérim de la MONUSCO, représentant également l'équipe de pays des Nations Unies ; et à partir de Goma, le Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole par intérim de de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Bonjour à tous, auditrices et auditeurs de Radio Okapi, journalistes de Kinshasa et Goma, soyez les bienvenus dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo.

Pour ceux qui ne me connaissent pas encore, je m'appelle donc Mathias Gillmann et je remplace Florence Marchal qui a pris quelques jours de congés bien mérités.

Alors je suis obligé de commencer avec l'annonce que malheureusement, nos invités prévus aujourd'hui ne seront pas avec nous. Il s'agissait du Représentant par intérim de l'Organisation mondiale de la Santé et du Représentant par intérim de l'UNICEF, qui devaient vous parler des efforts menés contre l'épidémie d'Ebola à l'Est de la RDC.

Il se trouve que le Ministre de la Santé lance en ce moment même ici à Kinshasa, une nouvelle phase du plan de réponse Ebola 2019 et évidemment, priorité au Ministre, priorité au soutien au gouvernement dans sa lutte contre l'épidémie.

Nous espérons pouvoir les accueillir à un autre moment et nous aurons néanmoins l'occasion de parler un peu plus tard de la riposte Ebola dans cette conférence de presse.

Avec nous, depuis Goma, **le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Commandant Nabil Cherkaoui** fera un point sur la situation sécuritaire. Mais d'abord, je voudrais partager avec vous quelques informations concernant plus particulièrement la Mission.

En commençant avec la rencontre ce weekend entre le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, et le Président Félix Tshisekedi, à Addis Abeba en marge du Sommet de l'Union africaine : le Secrétaire-général et le Président ont échangé sur les priorités pour le partenariat entre le Gouvernement de la RDC et les Nations Unies, notamment la MONUSCO.

Concernant l'actualité de la MONUSCO, dans le Kasaï Central, une commission conjointe de la Mission et du Gouvernement provincial a été lancée pour l'enregistrement de membres de milices qui ont manifesté leur volonté d'être démobilisés. 64 adultes et 14 enfants, dont trois filles, ont été enregistrés lundi et mardi.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans le Nord-Kivu, les Affaires civiles, la Protection de l'enfance, le Bureau Conjoint des Nations Unies des Droits de l'Homme, les programmes DDR et la Police des Nations Unies ont effectué cette semaine une mission dans la zone de Saké et Kimoka en territoire de Masisi.

L'objet de cette mission conjointe était d'évaluer la situation de protection des populations civiles dans la zone de Saké, à la suite d'incursions répétées de bandits armés et de la multiplication d'incidents de protection contre la population civile.

A noter également, toujours dans le Nord-Kivu, que 10 greffiers et 10 secrétaires de parquet issus des territoires de Nyiragongo, Rutshuru et Masisi sont actuellement en session de formation à Goma, en collaboration avec la Cour d'Appel du Nord-Kivu et le Parquet Général. Cette formation est réalisée par nos collègues de la section d'Appui à la Justice de la MONUSCO.

Enfin, aujourd'hui, 13 février, est célébrée la 8^{ème} édition de la Journée mondiale de la radio. Cette année, la Journée est placée sous le thème : « Dialogue, tolérance et paix ».

Pour commémorer cette journée, la MONUSCO et l'UNESCO organisent aujourd'hui même à Kinshasa un atelier de renforcement des capacités pour plus de 100 journalistes et communicateurs ; l'enregistrement d'une émission publique "Okapi Service" avec Radio Okapi, le vendredi 15 février à l'Institut Facultaire des Sciences de l'Information et de la communication (IFASIC) ; et la diffusion, toute cette semaine sur Radio Okapi de l'émission "Invité du jour" avec le Représentant de l'UNESCO en RDC.

Je vais maintenant passer la parole au porte-parole de la Force à Goma afin qu'il nous fasse le point sur la situation sécuritaire. Nabil, c'est à vous.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : Bonjour à tous. Les activités majeures de la Force ont été marquées par la conduite de l'opération "ATLAS" du 7 au 9 février 2019 par la Brigade d'intervention de la Force (FIB) en direction de **Kididwe** pour neutraliser une base ADF repérée dans cette zone.

Au cours de cette opération, un détachement ADF qui venait probablement renforcer cet objectif a été mis en déroute par les FARDC sur l'axe Mbau-Kamango. Une mitrailleuse a été saisie. Ainsi la complémentarité entre nos forces a une nouvelle fois été mise en évidence.

Sur le plan opérationnel, les principales informations sur la situation sécuritaire de ces deux dernières semaines dans les différentes provinces sont telles que :

Dans la province de l'Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit ses missions de stabilisation. Ainsi du 1^{er} au 28 février 2019, une opération de grande envergure, baptisée opération "**Stability for Djugu (PH-5)**" est conduite dans cette zone. Elle est axée sur des déploiements tactiques et des patrouilles

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

de domination de terrain dans les villages menacés par des actes de violence de la part de petits groupes armés non contrôlés.

Dans la province du Nord-Kivu, les troupes onusiennes continuent de remplir leur mandat de protection des civils par une projection rapide des bases opérationnelles temporaires afin de contribuer à ramener la stabilité et prévenir la violence. C'est dans ce contexte que des opérations ont été menées par la Force de la MONUSCO, en l'occurrence l'opération "Ngungu", à 33 km au sud-ouest de la compagnie opérationnelle de New Sake, du 31 janvier 2019 au 3 février 2019, et l'opération "Kanyatsi", à 24 km au sud-est de la compagnie opérationnelle de Kirumba, du 3 au 8 février 2019.

La Force a également répondu à la demande d'appui des autorités congolaises face aux déplacements des éléments FDLR et leurs dépendants de Mweso en territoire de Masisi, dans le Nord-Kivu vers le Sud-Kivu. En ce sens, une présence plus importante a été déployée dans le territoire de Masisi, des reconnaissances aériennes régulières ont été conduites pour mieux identifier les axes de déplacement et la Force a appuyé l'action des autres bureaux de la MONUSCO afin d'encourager les combattants de ces groupes à déposer les armes et à rejoindre le processus de **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDR)**.

Dans le territoire de Beni, outre l'opération « ATLAS » évoquée précédemment, la Force a déployé des éléments de réaction rapide à la suite des attaques contre les positions des FARDC le 2 février 2019 à Kasinga et le 8 février 2019, à Mbau-Kamango.

Enfin, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola dans la région de Beni par la sécurisation des déplacements des équipes de l'OMS et de leurs partenaires, jour et nuit, dans la région de Boikene, Butembo et Oicha. C'est dans ce cadre que la Brigade d'Intervention de la Force a déployé à compter du 1^{er} février 2019, une base opérationnelle temporaire à Oicha, afin de protéger le groupe d'experts Ebola qui s'y est rendu pour dispenser un vaccin contre Ebola à la population locale.

Dans les Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des camps des personnes refoulées d'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa. Le Bataillon de déploiement rapide marocain récemment arrivé, poursuit son installation à Kananga et Tshikapa.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue d'apporter des aides ciblées en fonction des demandes. Ainsi, du 30 janvier au 8 mars 2019, le bataillon indien de déploiement rapide a dispensé des cours d'informatique à Himbi, ce qui permettra à des jeunes de s'insérer plus aisément dans une vie professionnelle. Le même bataillon a accordé des séances de développement des compétences pour les sections locales, du 30 janvier au 8 mars 2019. Cette formation est axée sur les métiers de la menuiserie, de la mécanique automobile et de l'électricité.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Le 7 février 2019 à Sake, a eu lieu la cérémonie de remise de l'école primaire Mutuza-II rénovée par les Forces spéciales guatémaltèques. Ce projet effectué par la Force de la MONUSCO consiste en la construction de trois nouvelles salles de classe bien équipées, un bloc sanitaire pour les élèves et l'approvisionnement et l'installation d'un réservoir d'eau de 5 000 litres.

L'appui humanitaire est aussi une réalité de notre action. Ainsi, le bataillon marocain de déploiement rapide a fourni le 2 février 2019, 3 500 litres d'eau potable aux habitants de la commune Kabila Mucioko. Parallèlement, plusieurs campagnes médicales ont été effectuées à titre gracieux, soit par le bataillon tanzanien, le 26 janvier 2019, à Ngadi soit par la Compagnie marocaine à Dungu, du 1^{er} au 4 février 2019.

Enfin, malgré la continuité des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant les mois de janvier et février 2019, **825** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels, **24** enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la charge du département **DDRRR** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En guise de conclusion, la Force de la MONUSCO poursuivra sans relâche son action de protection de la population civile et de neutralisation des groupes armés. Nous appelons une fois encore les combattants irréguliers à déposer les armes et à s'engager dans un processus de retour à une vie paisible, pour eux, leurs enfants et les populations de ce pays.

Porte-parole par intérim de de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci beaucoup commandant. Je vais à présent partager avec vous des informations des Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies.

En commençant avec Ebola, avec les informations suivantes : le total de cas cumulés à la date du 10 février est de 755 cas confirmés et 61 cas probables, dont 513 décès. Le taux de létalité demeure très élevé autour de 63%. La zone de santé de Katwa reste le principal point chaud de l'épidémie avec 64% des nouveaux cas confirmés au cours des 21 derniers jours.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) souligne que les défis à venir sont triples. Il s'agit entre autres de : maintenir la réponse à la vitesse supérieure à Butembo et Katwa, où le nombre de cas augmente **sans cesse** ; rester vigilant pour protéger les acquis de Mangina, Beni, Komanda et Oicha, Tchomia ainsi que d'autres villes ; et maintenir les investissements en matière de préparation dans les zones et provinces à risque de contamination.

Egalement dans le domaine de la santé – deux épidémies dont on parle un peu moins mais qui sont aussi très préoccupantes et meurtrières : le choléra et la rougeole.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Nos collègues de la coordination humanitaire nous indiquent que ces deux épidémies qui sévissent dans plusieurs provinces de la RDC depuis août 2018 se sont étendues à d'autres régions en ce début d'année. Dans les provinces du Haut-Katanga, Haut-Lomami et au Tanganyika, le choléra a fait plusieurs victimes depuis le mois de janvier.

Entre le 1^{er} janvier et le 6 février, ces trois provinces ont enregistré un total de 1 936 cas avec plus de 50 décès. La situation semble plus alarmante dans le Haut-Katanga, avec 926 cas et 24 décès.

Un nouveau foyer de choléra vient en outre de s'ouvrir, au début de ce mois de février, dans la zone de santé de Mpiana (territoire de Manono), alors que durant toute l'année 2018, cette région n'avait notifié aucun cas.

La réponse actuellement en cours sur le terrain dans les foyers de choléra est estimée à environ 10% des besoins, qui s'élèvent à 5 millions de dollars. Les difficultés de maîtrise de l'épidémie sont liées, entre autres, à la faible disponibilité de l'eau potable, l'insuffisance de la prise en charge médicale et des infrastructures d'hygiène et assainissement, y compris une résistance parfois aux bonnes pratiques d'hygiène par les populations affectées.

Concernant la rougeole, ce sont deux flambées qui ont lieu en ce moment dans le Haut-Lomami et le Lualaba.

Ces deux provinces du sud ont enregistré pour le seul mois de janvier, 7 175 cas de rougeole avec au moins 137 décès. Les autorités provinciales en charge de la santé indiquent que plus de 8 décès sur 10 sont des enfants de moins de 5 ans.

Les spécialistes de santé attribuent la résurgence de l'épidémie à un ensemble de facteurs, entre autres: la faible couverture vaccinale ; la mobilité des personnes rallongeant ainsi la chaîne de contamination de la maladie vers les zones non affectées; l'inaccessibilité de certaines localités à cause de l'état des routes; et la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans.

Enfin, l'insécurité pousse des milliers de personnes à fuir leurs habitations, échappant aux différentes campagnes de vaccination.

Autre situation de déplacement que nous suivons de près : la situation à Yumbi. La coordination humanitaire souligne que bien que quelques timides retours aient été constatés à Yumbi, la situation de déplacement risque de durer en raison de l'ampleur de la destruction, la perte des biens et moyens de subsistance des populations, et l'absence des services de l'Etat.

Vu les tensions persistantes entre les communautés, un travail collectif et en parallèle avec la réponse humanitaire devra se faire dans le domaine du dialogue intercommunautaire et de la cohésion sociale.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Des nouvelles de nos collègues du Haut-Commissariat aux Réfugiés : ils nous informent de leur côté d'une hausse du nombre d'arrivées de réfugiés en provenance du Soudan du Sud. Ces derniers jours, des milliers de personnes ont traversé la frontière pour fuir les combats et la violence contre les civils.

Selon des chefs de village, 5 000 réfugiés seraient arrivés dans plusieurs villages frontaliers près de la ville d'Ingbokolo, dans la province de l'Ituri. Ces zones sont difficiles d'accès, les routes et les ponts étant endommagés et en mauvais état. Le HCR a envoyé du personnel supplémentaire en Ituri pour enregistrer les réfugiés et aider à leur possible transfert.

Et concernant les activités du HCR, ils ont également distribué une assistance monétaire à 1.055 ménages d'anciens déplacés en territoire de Kalemie, province du Tanganyika. Cette assistance vient compléter un projet d'abris du HCR, qui aide les plus vulnérables dans cette zone à reconstruire leurs maisons. Trois villages autour de Kalemie sont ciblés par ce projet pilote qui, s'il montre des résultats satisfaisants, sera répliqué dans d'autres villages de la province.

Enfin, le HCR a procédé à la remise officielle d'un forage d'eau potable aménagé au marché central de Gbadolite, dans la province du Nord-Ubangi. D'autres forages ont également été réalisés dans certaines localités d'accueil de réfugiés centrafricains dans le Nord Ubangi notamment à Limasa, Mobaye Mbongo, Gbogbo et Yakoma.

Enfin, ce vendredi 15 février à l'Hôtel Sultani à Kinshasa aura lieu la cérémonie de lancement officiel du projet « Consolidation de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo par la réduction des engins explosifs et de la violence armée ».

Pour la période 2018-2019, la KOICA, qui est l'agence coréenne de coopération internationale, a apporté un soutien généreux à nos collègues du Service de Lutte Antimines des Nations Unies (UNMAS).

Comme vous le savez, UNMAS accompagne depuis 2002 le Gouvernement de la RDC, par le biais du Centre Congolais de Lutte Antimines, dans sa responsabilité de coordination, de régulation et de planification des activités de lutte antimines pour rendre le pays libre de mines avant 2021.

C'est tout de notre côté : il est 11h31 à Kinshasa, nous allons aborder la session des questions et réponses.

Question 1

Victoire Muliwavyo/ Radio Blessing FM (Goma) : Avant de poser ma question, j'aimerais avoir une précision de taille, Mathias Gillmann, vous êtes désormais le porte-parole de la MONUSCO ou c'est l'intérim [que vous faites] ? La question est de savoir, la situation de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Sake, pas plus tard que la semaine passée, vous avez organisé une rencontre là-bas, pour essayer de créer un dialogue social entre les parties prenantes à la sécurisation, mais on voit qu'il y a toujours des tensions. Est-ce que vous avez pensé à une solution durable ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Pour ce qui a été fait à Sake, comme je viens de le dire, il y a une mission conjointe qui a passé la semaine là-bas. Donc, je pense que cette mission permettra justement d'identifier des solutions pour favoriser un retour de la sécurité ou une meilleure sécurisation de la zone. Je ne sais pas si le Commandant Nabil a quelque chose à ajouter ? Sur le début de votre question, ce n'est que l'intérim, Florence sera de retour dans deux semaines.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : Non, je n'ai rien à ajouter.

Question 2

Nephtalie Buamutala/ RTGA : J'ai une petite question. Qu'en est-il de l'opération « Usalama », une opération lancée, si je ne me trompe pas, au mois de mars ou avril 2018, opération qui consistait à traquer les groupes rebelles qui opèrent dans l'est de la RDC, qu'en est-il ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Je pense que pour cette question, le Commandant Nabil Cherkaoui est mieux placé que moi pour y répondre.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : L'opération « Usalama » qui se déroulait dans la zone de la Brigade d'intervention est une opération qui consistait à effectuer une série de déploiements robustes, des patrouilles de domination de terrain et aussi des activités d'engagement communautaires afin de renforcer le climat de confiance entre les troupes onusiennes et la population civile et aussi traquer les éléments de l'ADF et réduire leur nuisance contre la population civile.

Question 3

Symphorien Katumba/ L'Explorateur : Le Président Félix Tshisekedi Tshilombo, lors du 32^e Sommet de l'Union africaine, s'est croisé avec le Secrétaire général des Nations Unies. Vous avez dit qu'il y a eu une rencontre.

Pourrions-nous savoir quel est le mobile de ces échanges prioritairement concernant la RDC?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Il n'y a pas beaucoup à ajouter d'éléments par rapport à ce que je vous ai déjà dit. C'était la première rencontre évidemment depuis l'investiture du nouveau Président. Ils ont discuté de la suite du partenariat actuel entre les Nations Unies particulièrement, évidemment, la Mission en la République démocratique du Congo. Et ils ont également échangé sur le futur de cette Mission. Comme vous le savez, le Conseil de sécurité, [à la fin

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

du] mois prochain, va nous donner un mandat renouvelé. Et donc, évidemment, ils ont discuté des priorités que le Président Tshisekedi identifie pour le futur de son pays et le futur de la collaboration entre les Nations Unies, et particulièrement la Mission de maintien de la paix, et les autorités.

On n'a pas beaucoup plus de détails pour l'instant. C'était la première rencontre. Et donc, à n'en pas douter, il y aura d'autres occasions pour rentrer dans plus de détails par la suite.

Question 4

Jean-Pierre Elali/ Radio Okapi : J'aurais voulu poser cette question aux invités qui ne sont plus venus, notamment l'OMS, mais je vous la pose quand même. Vous savez que la situation, je vais parler d'Ebola, est vraiment préoccupante pour l'instant. Vous l'avez dit tout à l'heure, le cap de décès a dépassé les 500 [morts]. Alors la question est de savoir comment expliquer le silence, non seulement de la MONUSCO, mais aussi des organisations internationales, des organisations des Nations Unies telles que l'OMS. Et même du côté du Gouvernement, on n'a pas vraiment d'éclaircissement. Est-ce qu'on peut dire aujourd'hui que la situation d'Ebola est une urgence internationale pour l'instant ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Le fait de déterminer si la situation d'Ebola est une urgence internationale, cela relève d'un comité spécialisé de l'Organisation mondiale de la santé et ce n'est pas une classification qui a été retenue jusqu'à présent.

Ce qui est certain, c'est que de notre côté, c'est-à-dire du côté des Nations Unies en général, cela fait six mois maintenant qu'on a mis toute notre énergie, tous nos moyens pour appuyer le Ministère de la santé au niveau central, au niveau provincial, au niveau local, dans les deux provinces, dans le Nord-Kivu et dans l'Ituri.

Il est clair que pour nous, on ne peut pas se permettre de relâcher nos efforts en termes de soins aux malades, de vaccination et de surveillance de contacts dans les zones touchées.

Nous travaillons dans une situation extrêmement difficile et inédite, compte tenu de la situation sécuritaire qui prévaut dans les zones qui sont touchées par Ebola.

Et donc, nous avons effectivement besoin que toute la population, la société civile, les autorités restent mobilisées et travaillent avec nous pour la protection de tous afin d'éviter de nouveaux cas et la propagation de la maladie.

Vous avez peut-être le sentiment que la communication n'est pas assez forte, c'est quelque chose sur lequel on peut travailler. Mais je vous assure que sur le terrain, il y a des équipes nationales du Ministère de la santé, avec le soutien des agences des Nations Unies, toutes sont mobilisées. L'Organisation internationale des Migrations travaille sur les déplacements et les check up (les vérifications) à faire dans les déplacements.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO a mis tous ses moyens au service de la riposte Ebola, comme l'a dit le Commandant Nabil Cherkaoui. On a soutenu très récemment une équipe d'experts en sécurisant une zone pour que l'équipe d'experts puisse venir procéder à la vaccination.

Donc, on est tous mobilisés : l'UNICEF, l'OMS, le PAM et on continue à travailler de manière déterminée et la plus large possible. Alors en ce moment même, ici à Kinshasa, le Ministre de la Santé est en train de lancer la nouvelle phase de son plan de riposte. Ce qui explique pourquoi nos collègues Représentants de l'OMS et de l'UNICEF n'ont pas pu venir. Mais on espère qu'ils pourront venir dans un avenir proche pour répondre à vos questions plus en détails.

Le Plan est lancé aujourd'hui, donc je ne vais pas rentrer dans les détails de ce qui reste un plan, qui est national mais que nous soutenons. Mais c'est très important de comprendre que ce sont les autorités congolaises qui mènent ce combat en première ligne avec notre soutien.

Question 5

Arcadius Samuel Mutunzi/ Radio Alfa Omega FM (Goma) : Ma question est de savoir si c'est un ouf de soulagement pour la Mission de l'ONU en RDC. Je cite le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, qui a dit que la Mission ne va pas quitter ipso facto le Congo, c'est quelque chose qu'on pourrait considérer comme un rêve. Mais on se rappelle, sous l'ancien régime, le Président de la République et tout son Gouvernement, ont mis une grande pression jusqu'à ce que même la Représentante spéciale de la Mission au pays avait commencé à dire que « nous n'allons pas rester éternellement, c'est sûr qu'il y aura un calendrier de retrait ».

Mais avec l'avènement de Félix Tshisekedi, pouvons-nous dire que c'est un ouf de soulagement pour la Mission ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : On ne dira pas que c'est un ouf de soulagement. Comme vous le savez, le Président précédent, le Président Kabila, avait toujours connu la présence d'une Mission des Nations Unies. Il y avait la MONUC, la MONUSCO.

Donc, c'était une attitude qu'on considère légitime et normale de demander, un moment donné, le départ de la Mission. Nous n'avons pas pour vocation de rester à tout jamais. Nous sommes une Mission de maintien de la paix : on espère, et d'ailleurs pour nous-mêmes aussi, qu'on va pouvoir arriver à des résultats qui nous permettent de partir.

Donc, on reste toujours dans cette logique. On a encore beaucoup de travail à faire en République démocratique du Congo. On est prêt à le faire en soutien au gouvernement.

Même si on se positionne toujours dans un avenir plus ou moins proche de retrait, on est pleinement engagés en attendant de savoir ce que le Conseil de sécurité décide et évidemment, ce que les autorités souveraines de la République démocratique du Congo décident.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Notre mandat est toujours guidé par le Conseil de sécurité. Nous sommes ici à la demande du Gouvernement de la République démocratique du Congo. Et après 20 ans de présence, il est tout à fait légitime de se poser des questions de comment on peut adapter notre présence aux besoins.

Mais ce n'est pas un ouf de soulagement. Nous avons travaillé en bonne intelligence avec les autorités précédentes et on continuera de le faire avec le nouveau Président.

Question 6

Mamytha Bangulu/ RTNC : Vous venez de parler du retour timide de la population de Yumbi après les événements malheureux de décembre dernier, j'aimerais savoir quel rôle la MONUSCO peut jouer pour sécuriser cette population, qui vient de retourner à son village d'origine ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Il nous paraît à Yumbi, fondamental, d'abord de faire la lumière sur ce qu'il s'est passé, les causes et les conséquences de ces massacres. Comme vous le savez, nos collègues des droits de l'homme se sont rendus sur place et estiment qu'au moins 535 personnes ont été tuées. Et on compte aussi 16 000 déplacés. Alors, il y a eu quelques timides retours. On ne peut pas parler de retour en masse.

Nous, de notre côté, nous sommes prêts à soutenir les autorités congolaises pour arriver à ces résultats. Nous voulons faciliter aussi vite que possible le retour des déplacés. Et il nous semble que ce processus de retour doit être accompagné d'un effort particulier sur la réconciliation communautaire pour éviter, évidemment, que de tels affrontements ne se reproduisent.

Dans le même temps, les Nations Unies travaillent à apporter un appui humanitaire, sanitaire, sécuritaire à la zone. Nos collègues humanitaires sont engagés. C'est aussi le cas de l'autre côté du fleuve, d'ailleurs, en République du Congo, où il y a aussi un effort qui est fait de la part de nos collègues de l'autre côté.

Et un dernier point qui nous semble important, c'est qu'il faut arriver à garantir que les populations de Yumbi puissent voter le 31 mars prochain. Il nous semble que c'est important parce que des élections inclusives, libres, transparentes et crédibles sont un élément essentiel du retour des populations déplacées et de la réconciliation à long terme. Il est important que tout le monde se sente représenté par les nouvelles autorités.

Et donc, on se tient à la disposition, comme toujours, des autorités congolaises pour apporter un soutien immédiat aux populations et, évidemment aussi sur le long terme, essayer de faire en sorte que ce type d'événement ne se reproduise plus.

Question 7

Blandine Nzovo/ Univers TV : Je voulais rebondir par rapport à la population de Yumbi et de Beni pour les élections du 31 mars [2019]. On a vu lors de [l'élection] présidentielle et

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

[élections] législations couplées, la MONUSCO était pratiquement en dehors du processus, c'était la décision du gouvernement.

Quand vous dites que vous allez tout faire pour que les populations de ces coins qui n'avaient pas pu voter puissent voter effectivement, vous voulez parler de quoi ? Parce que la fois passée, vous n'avez pas appuyé le Gouvernement, votre appui était pratiquement rejeté et cette fois-ci comment allez-vous faire, comment la MONUSCO va-t-elle faire pour apporter son soutien à ces populations ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Il est clair que le Gouvernement, comme vous l'avez dit, n'a pas demandé, n'a pas souhaité notre soutien dans le cadre du processus électoral. Cela ne veut pas dire que nous n'avons absolument pas contribué. On a investi beaucoup de moyens et d'efforts dans ce processus. Il n'y a pas seulement un soutien logistique à apporter, c'est quelque chose effectivement qui ne nous a pas été demandé. Mais on a apporté un appui technique, on a apporté un appui en termes de conseils. La Force, la Police, les droits de l'homme, les Affaires civiles, tout le monde s'est mobilisé pour identifier certains risques et aider la CENI à les prendre en charge et à avancer.

Donc, c'est ce type de soutien technique qu'on est disposé à apporter. Après, la situation à Yumbi est effectivement particulière. Donc, nous allons essayer de voir plus en détails comment on peut procéder à cette assistance. Mais en tout cas, il nous semble simplement important en termes de message de garantir ces élections.

Il est clair que le soutien aux scrutins à venir le 31 mars est exactement le même que celui que nous avons apporté aux scrutins précédents. Il n'y a pas de changement. On ne nous a pas demandé de nous impliquer dans la certification, la validation, l'observation mais nous avons quand même travaillé, nous avons fourni un soutien technique et des conseils qui étaient importants.

Question 8

Albert Omba/ Numerica TV : Avec les deux questions des consœurs, ma question est presque sans objet mais je voudrais juste ajouter un élément. La MONUSCO qui a la mission de protéger les civils, ne peut-elle pas installer à Yumbi une équipe mobile temporaire, juste pour permettre à la population de rentrer et de participer aux élections comme on en a fait à Beni et ailleurs ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Nous avons envoyé des équipes de sécurisation de manière temporaire pour permettre justement l'évaluation des besoins humanitaires et pour permettre certains déplacements. Après, tout ce qui concerne une présence plus durable à Yumbi reste à déterminer. Mais nous nous sommes rendus plusieurs fois sur place et nous pensons effectivement que la sécurisation de la zone est extrêmement importante. On est prêt à soutenir les autorités congolaises dans la mesure de nos moyens. Mais comme vous le savez, la responsabilité première de la sécurité des populations revient aux autorités nationales.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 9

Alain Wandimoyi/ Journaliste indépendant (Goma) : J'aimerais avoir l'évaluation de la fermeture des bases de la MONUSCO. Je prends ici le cas de Nabyondo où les groupes armés ont occupé même le site où était érigée la base de la MONUSCO. Avec les fermetures que la MONUSCO a effectuées dans plusieurs zones, comment allez-vous encore sécuriser la population et ces zones jadis occupées par la MONUSCO, mais où il n'y a presque plus de sécurité ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci pour votre question. La fermeture des bases est un sujet qui est encore en discussion, donc je ne peux pas vraiment commenter sur le cas particulier que vous mentionnez parce que les décisions restent à prendre. Et nous devons travailler dans un cadre budgétaire aussi qui nous oblige à un certain moment à réduire nos dépenses.

Il est certain que nos dépenses vont être réduites. Dans quelle mesure et comment cela va affecter opérationnellement la Mission ? Tout ça reste à déterminer. Il va falloir nous rendre à New York pour voir comment tout cela va se finaliser, sachant qu'il ne faut pas douter un seul instant de notre engagement à tenir aussi fort que possible notre mandat de protection des civils, y compris dans les régions que vous avez mentionnées.

Question 10

N'kiere May/ Agence Congolaise de Presse : M. Mathias Gillmann, félicitations pour votre nomination en tant que porte-parole intérimaire. Je crois que les Nations Unies ont une certaine expérience en matière de stabilisation notamment en ex-Yougoslavie. Est-ce que maintenant que les élections sont passées et qu'il y a un nouveau Président, vous avez une idée sur la manière avec laquelle les Nations Unies ou la MONUSCO comptent stabiliser ce pays pour un développement futur ?

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Nous pensons, comme vous l'avez dit, qu'avec l'élection de ce nouveau Président et la Constitution d'un nouveau gouvernement qui devrait arriver dans les prochaines semaines, s'ouvre une ère d'opportunités. La Représentante spéciale, je pense, vous l'a dit il y a deux semaines, lors de sa conférence de presse, considère effectivement qu'il y a de l'espoir, il y a un élan positif qu'il faut pouvoir saisir, et saisir certaines opportunités.

Pour parler plus particulièrement de la stabilisation, il y a effectivement des groupes armés qui ont manifesté leur volonté de se démobiliser, de rendre les armes et c'est une opportunité qu'il nous faut saisir pleinement. Vous avez entendu ce que j'ai dit tout à l'heure sur ce qui se passe au Kasai Central mais c'est aussi le cas pour certains membres des FDLR dans l'est.

Et nous continuons à essayer de mobiliser aussi pour pouvoir saisir ces opportunités, de mobiliser les bailleurs, de mobiliser tous les gens qui peuvent nous aider à faire de ce processus un succès. On entre effectivement, à notre sens, dans une ère d'opportunités. La Représentante spéciale a déjà commencé

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

à mobiliser les bailleurs, le corps diplomatique, tout le monde pour voir comment on peut appuyer, comment saisir l'opportunité de tous ces combattants qui semble disposés à rendre les armes enfin pour permettre une meilleure stabilisation de la RDC.

Dans le même temps, les opérations militaires, comme l'a rappelé le porte-parole militaire à Goma, les opérations militaires musclées contre des groupes armés qui ne sont pas prêts à rendre les armes vont continuer de manière déterminée.

Question 11

Christophe Ngandu/ Digital Congo TV : Ma question s'adresse au porte-parole militaire. Vous venez d'évoquer le problème de la sécurité dans l'est parce que c'est un problème qui prend de l'ampleur aujourd'hui. On a aussi constaté plusieurs attaques avec les ADF, les Mayi-Mayi et d'autres groupes armés. Qu'est-ce que la MONUSCO peut faire pour contourner la force de ces groupes armés, surtout les ADF et les Mayi-Mayi, parce que chaque jour, chaque semaine, on enregistre des attaques de ces groupes ? Qu'est-ce que la MONUSCO peut faire pas seulement la MONUSCO, mais aussi les FARDC, pour contourner la force de ces groupes armés qui sont dans l'est du pays surtout à Beni et dans d'autres coins de la province du Nord-Kivu ?

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : Pour apporter un premier élément de réponse à votre question, je pense qu'il serait terrifiant de penser aux conséquences dramatiques qu'on aurait pu avoir si les soldats de la paix n'étaient pas intervenus dans la plupart des cas. On est là, il y a des problèmes, il y a l'insécurité dans quelques territoires mais je pense que c'est un travail qui doit se faire à deux, la Force de la MONUSCO conjointement avec les FARDC. Il n'y a pas un acteur parmi d'autres. Nous, on fait notre lot de travail quotidien. Là où il y a une menace, on déplace notre force, une base temporaire tactique pour aider la population, pour minimiser la nuisance des groupes armés contre la population locale. Et l'exemple par excellence est que hier à Beni un des éléments de réaction rapide s'est déplacé pour porter assistance aux FARDC et secourir 5 femmes des mains des ADF.

Question 12

Caleb Kabanda/ Journaliste indépendant (Goma) : Vous venez de dire que le mois prochain, le Conseil de sécurité va donner à la MONUSCO un nouveau mandat. La MONUSCO a eu plusieurs mandats qui, pour la plupart des Congolais, n'ont pas vraiment aidé la RDC, qui n'ont pas répondu aux attentes de la population congolaise. Est-ce que le nouveau mandat que le Conseil de sécurité va donner à la MONUSCO pourra répondre aux attentes de la population congolaise ?

C'est depuis des années qu'il y a toujours des morts. Est-ce que la MONUSCO manque des stratégies ensemble avec les FARDC pour vraiment en finir avec le phénomène des groupes armés et des ADF ? Qu'est-ce qui manque à la MONUSCO avec tout l'arsenal qu'elle a pour vraiment en finir avec ce phénomène ?

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Mathias Gillmann] : Merci Monsieur. Je pense qu'il est évident que si nous avons rempli à 100% de succès tous nos mandats, on ne serait déjà plus là. Donc, il est clair que ce nouveau mandat va nous aider à guider notre action dans la prochaine année. On peut imaginer que ce mandat sera un peu moins lourd dans tout ce qui est le volet de soutien au processus électoral, vu que ce processus électoral- même s'il n'est pas complètement conclu-, est en phase de finalisation. Nous allons laisser au Conseil de sécurité le soin de définir notre mandat.

Donc, je ne peux pas vous dire clairement ce qu'il va y avoir dans ce mandat parce que c'est au Conseil de sécurité de le décider, nous sommes guidés uniquement par le Conseil de sécurité. Mais je pense qu'en termes de protection des civils, même si la situation est extrêmement difficile, même si nous n'avons pas réussi partout, il y a eu quand même des éléments positifs, il y a eu des avancées, et nous espérons malgré les défis énormes qui subsistent, nous espérons évidemment que le mandat nous guidera vers des résultats qui soient encore meilleurs, qui soient meilleurs pour la population congolaise, et que également le mandat sera accompagné de moyens dont nous avons également besoin pour affronter les défis logistiques, sécuritaires, sanitaires qui touchent encore la RDC.

Voilà, je vais conclure sur ces mots. Merci à tous d'avoir été présents aujourd'hui. Encore une fois, bonne Journée mondiale de la Radio et nous nous retrouvons dans deux semaines le mercredi 27 février. Bon après-midi à tous.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28